



CINQ ANNÉES D'IMPACT COLLECTIF

Retour sur nos accomplissements dans le cadre de

VISION 2025



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Table des matières

1. Un mouvement efficace pour un monde juste	2
Avant-propos de la présidence du Conseil mondial de PCQVP	2
2. Résumé analytique.....	4
3. Vingt ans plus tard, le travail de PCQVP reste essentiel.....	9
Notre action et les raisons de notre action	9
4. Notre impact	12
4.1 Faire la lumière sur un secteur des plus opaques	13
4.2 De la transparence à l'action face à la répression	16
4.3 Action collective pour un impact accru	20
4.4 N'oublier personne	25
4.5 Élargir et approfondir les partenariats et l'apprentissage	29
5. L'impact continu de PCQVP dans un monde en mutation	32
6. Données financières du Secrétariat international de PCQVP : soutenir la mise en œuvre de la stratégie	32

1. Un mouvement efficace pour un monde juste

Avant-propos de la présidence du Conseil mondial de PCQVP

Les cinq dernières années ont été exceptionnelles à bien des égards, et nous sommes fier·ère·s de ce que nous avons accompli dans une période très difficile et des contextes en mutation rapide.

Nous avons fait des progrès considérables pour aboutir à un secteur extractif plus transparent et bien gouverné. Par exemple, grâce à notre campagne pérenne de divulgation des contrats, le nombre d'accords entre les entreprises extractives et les gouvernements qui sont ouverts à l'examen du public a considérablement augmenté. Notre mouvement a sensiblement accru sa capacité d'analyse des contrats et d'autres données publiques, en aidant les communautés à exiger que les entreprises et les gouvernements respectent leurs obligations légales, et en plaidant directement en faveur de réformes publiques réactives et centrées sur les personnes. Nous avons également placé au centre de notre combat la campagne en faveur de la justice de genre dans le secteur extractif.

Notre dernière [enquête menée auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales](#) (ECN) montre qu'en 2023, 85 % de nos coalitions affiliées ont dirigé des travaux sur le climat et la transition énergétique. C'est un résultat extraordinaire, étant donné que nous avons codifié notre [réponse](#) collective à la crise climatique en 2021 – dans la deuxième année de Vision 2025. Nous sommes également plus connecté·e·s que jamais, comme le montrent les groupes de travail dirigés par les membres qui influent sur notre stratégie, les réformes de la gouvernance et notre travail sur une transition énergétique juste. Fait important, 70 % de nos coalitions nationales ont récemment déclaré qu'elles adaptaient régulièrement leur travail au vu des enseignements tirés de leurs pairs dans d'autres pays, contre 46 % au lancement de notre stratégie.

Dans le contexte de la COVID19, qui a eu des effets paralysants sur notre travail, c'est un exploit impressionnant : pendant une longue période, nous n'avons pas été en mesure d'interagir en personne, au sein des pays et entre les pays. La pandémie a également réduit l'accès au financement et a eu un impact sur notre capacité à entretenir la confiance et les relations avec les communautés pour lesquelles nous travaillons et les décideurs que nous essayons d'influencer. Cependant, nous avons transformé ce défi en opportunité et avons fait preuve de créativité face à l'adversité. Nous avons expérimenté des plateformes numériques pour soutenir l'apprentissage et le partage internes (notre Assemblée mondiale 2022 a réuni plus de 400 participant·e·s en ligne !), ainsi que pour poursuivre notre plaidoyer auprès des détenteur·rice·s d'obligations dans des contextes nationaux et transnationaux. Le Secrétariat international a mobilisé des ressources existantes et nouvelles pour soutenir les membres qui en avaient besoin, en réaffectant un tiers de son financement au plus fort de la pandémie. Cette période de crise nous a également incité·e·s à [tester](#) nos priorités stratégiques mondiales, ce qui a renforcé notre préparation interne pour faire face à une série de crises futures possibles.

L'espace civique continue d'être une préoccupation qui anime et affecte notre travail. Les membres de PCQVP sont régulièrement victimes d'attaques et d'abus physiques et numériques, avec un éventail de restrictions juridiques et pratiques limitant leur capacité à

travailler, à se rassembler et à protester. À l'heure où nous écrivons cet avant-propos, notre cher collègue, Gubad Ibadoghlu, est toujours assigné à résidence en Azerbaïdjan sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. En 2024, une proportion alarmante de coordinateur·rice·s nationaux·ales (67 %) ont déclaré que leur coalition devait se concentrer sur la protection de l'espace civique des membres de la coalition. Et pourtant, là aussi, notre mouvement garde la tête haute et affiche sa résilience. Nous avons approfondi notre partenariat avec les organisations de défense des droits humains et de la démocratie et nous avons activement utilisé l'ITIE et d'autres mécanismes à notre disposition, pour protéger les voix et les libertés des populations.

Pour l'avenir, le Conseil mondial de PCQVP, le Comité de pilotage pour l'Afrique et le Conseil d'administration ont entamé une vaste consultation sur notre mission et nos priorités stratégiques afin de veiller à axer nos forces collectives sur les défis les plus urgents. Parallèlement, nous repensons notre leadership et notre modèle opérationnel pour renforcer l'agilité et la flexibilité de notre action, tout en maintenant la cohésion de l'approche qui a fait de nous une force avec laquelle il faut compter. Nous sommes ravi·e·s d'accueillir [Ketakandriana Rafitoson](#) au poste de nouvelle directrice exécutive du Secrétariat international. Ke est une politologue, chercheuse et militante respectée qui travaille au carrefour de la transparence, de la lutte contre la corruption et de la défense des droits humains. Son travail témoigne de l'évolution de notre orientation stratégique et de nos méthodes de travail – unies et solidaires – et nous pensons qu'elle est le meilleur choix de leader pour reprendre l'héritage d'Elisa Peter (directrice exécutive de 2016 à 2022) et inspirer le mouvement à l'avenir.

Notre prochaine stratégie doit répondre à un monde qui semble très différent de ce qu'il était en 2020, mais nos valeurs directrices resteront les mêmes : nous voulons un avenir juste pour lequel toutes les communautés de la société sont autonomisées et prospères, pour lequel l'égalité est assurée et les ressources naturelles sont gérées de manière responsable pour les générations actuelles et futures. Nous sommes convaincu·e·s que cet avenir est possible, et l'heure est venue de le concrétiser.

Olena Pavlenko,

Présidente du Conseil mondial de PCQVP (2019-2022)

Monday Osasah,

Président du Conseil mondial de PCQVP (2022-2025)



2. Résumé analytique

Ce rapport donne un aperçu du travail et des réalisations du réseau mondial Publiez ce que vous payez (PCQVP) pendant la mise en œuvre de notre [stratégie Vision 2025](#). Nous espérons que le rapport fournira à nos membres, partenaires et bailleur-se-s de fonds des informations utiles sur les progrès réalisés concernant nos cinq résultats stratégiques, ainsi que des éclairages sur lesquels nous appuyer pour élaborer notre prochaine stratégie mondiale.

Promouvoir la divulgation : la divulgation publique d'informations pertinentes pour les citoyen-ne-s et les communautés reste un puissant moyen de dissuasion contre la mauvaise gestion, la corruption et les abus dans les industries extractives. Au cours des cinq dernières années, nous avons fait des progrès considérables en matière de divulgation des contrats avec notre [campagne](#) #DiscloseTheDeal. Grâce à nos actions, 33 pays ont maintenant mis en place des [politiques](#) de publication obligatoire. Répondant à la demande d'informations pertinentes pour la communauté, nous avons redoublé d'efforts pour divulguer des informations sociales et environnementales et les droits des communautés dans le cadre de systèmes de partage des bénéfices. En nous adaptant pour faire face à l'urgence climatique, nous avons obtenu une divulgation importante des risques climatiques qui peut permettre de surveiller si les gouvernements et les entreprises s'engagent dans des investissements pétroliers et gaziers risqués qui pourraient ne jamais aboutir. Nous avons également enregistré des victoires importantes en révélant les véritables propriétaires des projets extractifs, ce qui constitue une étape essentielle pour empêcher les personnes ayant des liens politiques de prendre des intérêts dans des projets extractifs. Cependant, une récente décision de la Cour de justice européenne

selon laquelle les registres de propriété réelle violent les droits des individus à la vie privée nous rappelle à la dure réalité : cette lutte est loin d'être terminée.

Utilisation des informations publiques : un objectif stratégique clé de Vision 2025 était d'utiliser les nouvelles divulgations publiques disponibles pour formuler des demandes fondées sur des éléments concrets. Dans notre dernière évaluation, 91 % des coordinateur-riche-s nationaux-ales de PCQVP ont déclaré se concentrer sur ce domaine de travail. En outre, nous avons suivi 42 cas d'utilisation de données parmi les membres et les communautés au cours de la période 2022-2023. Ces cas montrent que les membres de PCQVP se sont appuyés sur diverses sources d'information pour détecter des fuites de revenus ou identifier des preuves d'évasion fiscale mondiale. Le plaidoyer fondé sur des données probantes a permis d'apporter des changements aux régimes fiscaux et de renégocier des contrats défavorables, ce qui apportera des revenus supplémentaires considérables aux caisses des États en vue d'investir dans les services publics. Certain-e-s membres de PCQVP ont mené une analyse fondée sur les données avec les communautés afin que tout le monde puisse mieux comprendre comment utiliser des régimes de divulgation élargis pour protéger leurs intérêts. Nous considérons qu'il s'agit d'un succès impressionnant dans le contexte de [l'examen](#) de notre stratégie à mi-parcours en 2022, qui laissait penser qu'il était nécessaire de porter davantage attention aux progrès à réaliser dans ce domaine. Cependant, notre travail nous a également montré que le plaidoyer fondé sur des données probantes ne fonctionne que dans un contexte où les libertés fondamentales sont protégées et où les gouvernements sont sensibles à l'opinion publique. En l'absence d'un tel contexte, les membres de PCQVP ont subi des

représailles et des menaces en réponse à un plaidoyer solide. Alors que nous avons gagné en confiance pour anticiper les menaces dont fait l'objet l'espace civique et y réagir, notamment en utilisant l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) comme levier, l'érosion continue de l'espace civique compromet notre capacité à mener à bien notre travail sans crainte et a un impact négatif sur notre capacité à avoir un changement social positif.

Plaidoyer transnational : en menant des collaborations transfrontalières, les membres de PCQVP tirent parti de nos forces respectives et s'auto-organisent dans les configurations les plus percutantes, qu'il s'agisse de collaborations régionales, interrégionales ou bilatérales. Nous pouvons simultanément influencer et relier les processus de réforme mondiaux aux processus locaux, et exercer une pression extérieure, même lorsque la voix de la société civile est réprimée. Notre travail sur la justice dans la transition énergétique nous a permis d'avoir une réflexion commune et de consolider ensemble nos [positions](#) en matière de transition énergétique, qui ont éclairé notre plaidoyer à l'égard du Groupe des Sept (G7), de la Conférence des Parties (COP) des Nations Unies et d'autres processus mondiaux et nationaux. Ces efforts ont conduit à l'émergence de coalitions régionales et interrégionales composées de membres de PCQVP et de partenaires externes actif-ve-s dans le domaine du climat, pour appeler à la justice dans la transition énergétique vers une économie sobre en carbone. En 2023, les deux tiers des coalitions de PCQVP étaient engagés dans une planification conjointe sur des sujets liés au climat, comme les « minerais de transition » ou « l'élimination progressive et équitable des combustibles fossiles », loin devant d'autres sujets de travail. Cette priorité indique à quel point la justice dans la transition énergétique est devenue un élément moteur de notre travail collectif.

Promouvoir la participation des groupes marginalisés : protéger et soutenir les communautés, les femmes et les autres groupes exclus était la pierre angulaire de Vision 2025. Il a été démontré que le secteur extractif joue un [rôle](#) démesuré dans les violations des droits des femmes. De même, l'extraction des ressources présente un coût énorme pour les communautés locales, qui voient leurs terres et leurs environnements naturels dévastés, sans recevoir de compensation appropriée. Notre examen des données internes de 2020 à 2024 révèle un investissement exceptionnel des membres de PCQVP dans ce domaine de travail au cours de Vision 2025 : 43 coalitions de PCQVP à l'échelle de toutes les régions ont mené des activités et des projets visant à renforcer la participation des groupes marginalisés. Avec nos partenaires du groupe de travail « Justice de genre et industries extractives », nous avons développé un [programme](#) féministe pour la gouvernance des ressources naturelles. Nous avons également codifié la manière dont l'ITIE peut [faire progresser](#) les droits des femmes, mais aussi identifié les réformes susceptibles d'[améliorer](#) le pouvoir des femmes dans les décisions relatives à l'attribution et à l'utilisation des recettes extractives. Au niveau des pays, ces efforts ont conduit, entre autres, à la suppression des restrictions à l'emploi pour les femmes, à une participation accrue aux groupes multipartites de l'ITIE et à une augmentation des fonds attribués aux entreprises dirigées par les femmes et à l'éducation des filles.

Vision 2025 a également été l'occasion de mener des actions ciblées sur la conception de systèmes de partage des bénéfices inclusifs et généreux, de processus de budgétisation réactifs, ainsi que sur la conception et la mise en œuvre de fonds miniers qui attribuent une part des revenus liés aux ressources aux communautés touchées. Un grand nombre de membres de PCQVP ont organisé la création de groupes locaux multipartites qui ont donné aux communautés un accès sans précédent aux

gouvernements et aux entreprises, leur offrant un moyen durable d'exprimer leurs

préoccupations et de demander réparation pour les préjudices causés.



Créer un mouvement inclusif, diversifié et axé sur l'apprentissage : PCQVP ne peut vraiment répondre aux besoins des groupes exclus que si nous les intégrons dans nos décisions et en tant que membres. Selon nos dernières [données](#), 42 % de l'ensemble des membres de PCQVP sont des organisations représentant les femmes, les jeunes, les organisations de peuples autochtones et les personnes en situation de handicap. Nous avons déployé des efforts systématiques pour renforcer la représentation des femmes

dans les organes de gouvernance mondiale de PCQVP, et nous avons atteint une parité parfaite. À partir de 2022, nous avons adopté une [politique de genre](#) et un [plan](#) d'action pour l'égalité de genre à l'échelle du mouvement qui favoriseront des progrès supplémentaires dans ce domaine : nous avons ainsi noté que seul-e-s 39 % des membres des organes de gouvernance des coalitions nationales et 20 % des coordinateur-rices des coalitions nationales sont des femmes. Nous avons notamment

identifié des champion-ne-s nationaux-ales du genre qui assureront la promotion et le respect de nos engagements en matière de genre.

Pendant Vision 2025, PCQVP a développé une forte culture de partage et d'apprentissage. En 2024, 82 % des coalitions de PCQVP ont signalé avoir bénéficié d'un meilleur apprentissage et d'une meilleure articulation de l'impact dans leur travail, 73 % déclarant avoir tiré des enseignements d'autres coalitions en 2024, contre 67 % au début de notre stratégie. De même, 70 % des coalitions ont mené de nouvelles actions ou changé certaines choses grâce à ces enseignements, alors qu'elles n'étaient que 46 % au début de la stratégie. Ces échanges ont été rendus possibles grâce à des webinaires, des études, des vidéos, des outils de formation numériques et des témoignages d'impact, qui ont également permis aux membres de rester connecté-e-s pendant la pandémie de COVID1919.

Enfin, au cours de cette stratégie, nous avons établi des liens et des partenariats avec des acteur-ric-e-s des mouvements pour le climat, le genre, le budget et les droits humains. Ces liens et relations ont renforcé notre voix, facilité la réflexion commune et ouvert de nouvelles voies pour collaborer et avoir un impact commun.

Cap sur l'avenir : malgré ces succès, notre travail doit se poursuivre avec rapidité et détermination. Les autocraties sont en hausse, et avec elles le risque permanent

d'opacité, de corruption et de subversion du pouvoir au profit de quelques personnes. La crise climatique nécessite une grande réactivité des secteurs pétrolier, gazier et minier, ainsi que des gouvernements qui veulent exploiter et utiliser ces ressources, si nous voulons éviter un réchauffement climatique catastrophique. Mais les solutions ne peuvent pas être déployées au détriment de la justice pour les communautés, notamment celles qui sont tributaires des revenus pétroliers et gaziers, ou celles qui supporteront le poids des impacts d'une exploitation minière accrue des minerais de transition nécessaires pour alimenter les technologies renouvelables. Vision 2025 a non seulement démontré que nous pouvons porter des informations très pertinentes dans le domaine public, mais que nous pouvons aussi les utiliser avec beaucoup d'efficacité. Pour continuer en ce sens, il faudra redoubler d'efforts en vue de contrer les effets pervers de l'autoritarisme et de l'érosion de l'espace civique, qui réduisent les possibilités d'impact et de réforme centrée sur les personnes. PCQVP peut contester les inégalités et les injustices en exigeant non seulement une transition énergétique, mais aussi une transformation des systèmes énergétiques et des structures de pouvoir mondiales qui les sous-tendent. Le mode de gouvernance des industries extractives et la redevabilité qui sera demandée à ces dernières dans les deux prochaines décennies sont essentiels à ces questions de justice et d'équité; notre prochaine stratégie mondiale doit prendre les mesures qui s'imposent.

3. Vingt ans plus tard, le travail de PCQVP reste essentiel

Notre action et les raisons de notre action

25%

Proportion du PIB mondial lié aux industries extractives

Proportion des recettes moyennes enregistrées par les gouvernements des pays producteurs provenant de la vente de produits pétroliers et gaziers

22%

70%

Proportion de personnes pauvres dans le monde qui vivent dans des pays riches en ressources

Proportion d'attaques mondiales contre la société civile liées à des projets extractifs

40%

600%

Estimation réalisée par les gouvernements relative à l'augmentation des minerais critiques nécessaire pour alimenter la révolution des énergies renouvelables

Pourcentage de baisse estimée des revenus dans les pays riches en pétrole à mesure de l'abandon progressif de la production de combustibles fossiles

51%

PCQVP est un mouvement mondial qui milite pour la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif et pour une transition énergétique juste. PCQVP comprend plus d'un millier d'organisations de la société civile implantées dans plus de 50 pays. Depuis notre première campagne en 2002, nous mettons en lumière les industries opaques du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière.

Nous avons joué un rôle déterminant dans la création et le développement de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et l'adoption d'une législation qui a forcé la divulgation de paiements et de contrats d'extraction d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, ainsi que la divulgation des véritables propriétaires de projets extractifs, qui cachent souvent leur identité derrière des structures de propriété complexes. Plus récemment, nous avons mis à profit notre crédibilité et notre voix dans le cadre de la campagne en faveur d'une transition énergétique juste et équitable qui prend en compte les besoins et les voix des personnes marginalisées et sous-représentées dans les pays riches en ressources et au-delà.

Notre travail compte : les ressources naturelles jouent un [rôle](#) démesuré dans les économies de 81 pays, où vit la moitié de la population mondiale, et représentent un quart du PIB mondial. Pourtant, les revenus importants générés par le pétrole, le gaz et l'exploitation minière sont souvent captés par des intérêts privés, au lieu d'être distribués de manière égale ou équitable aux populations vivant dans ces pays. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), seuls 22 % des 1 200 milliards de dollars générés chaque année par la vente de produits pétroliers et gazières [arrivent](#) dans les coffres des gouvernements. Pire encore, les revenus extractifs entraînent la cupidité, la corruption et la mauvaise gestion – un phénomène connu sous le nom de « malédiction des ressources ». Les projets d'extraction sont également au cœur de la dégradation de

l'environnement et des conflits sociaux dans le monde entier, qui minent les moyens de subsistance des communautés vivant à proximité des sites d'extraction, avec des impacts négatifs principalement ressentis par les filles et les femmes. Dans ce contexte, de nombreux pays du monde riches en ressources n'ont pas réussi à transformer les industries extractives en opportunités de développement ; en fait, au début de cette décennie, 70 % des personnes pauvres dans le monde vivaient dans des pays tributaires de ces ressources.

Le pétrole, le gaz et l'exploitation minière encouragent également la dépendance aux revenus qu'ils génèrent et entravent les efforts de diversification de l'économie et de la production d'énergie. Cette dépendance peut ralentir les efforts mondiaux visant à réduire la dépendance aux combustibles fossiles et freiner la transition vers une énergie à faibles émissions de carbone – transition qui doit intervenir rapidement si l'humanité veut éviter les effets les plus catastrophiques du changement climatique. Ces effets seront ressentis principalement par les pays et les populations les plus pauvres du monde – ceux-là mêmes qui ont joué un rôle négligeable pour provoquer lesdits effets. Cependant, pour être juste et équitable, la transition énergétique doit tenir compte des travailleur·se·s et des communautés qui sont actuellement tributaires des revenus des combustibles fossiles et qui risquent d'être les grand·e·s perdant·e·s face aux désinvestissements mal gérés et chaotiques. Selon les prévisions, les plus grands pays producteurs de pétrole et de gaz du monde pourraient enregistrer une [baisse](#) de 51 % des recettes pétrolières et gazières pour les gouvernements au cours des deux prochaines décennies. Par conséquent, la fourniture de services essentiels et de biens publics sera menacée alors même que les populations ressentent encore les effets des coûts élevés de l'énergie, des matières premières et des denrées alimentaires

provoqués par la pandémie de COVID19 et les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient.

Dans le même temps, l'Agence internationale de l'énergie estime qu'une [multiplication par six](#) de la production de minerais critiques (comme le cobalt, le lithium et le cuivre) sera nécessaire d'ici 2040 pour produire, transporter et stocker l'électricité générée par le vent, l'eau et le soleil. L'essor des minerais essentiels et la concurrence féroce dans ce contexte devront être bien gérés pour éviter une augmentation de la

corruption et une escalade des violations des droits humains et de l'environnement, notamment la pollution et la contamination de l'eau et des terres, qui nuiraient encore davantage aux communautés.

Nous sommes fier-ère-s de notre impact positif à ce jour. Dans ce rapport, nous présentons une sélection de nos réalisations phares depuis 2020, organisées autour des cinq résultats stratégiques de notre stratégie [Vision 2025](#).



4. Notre impact

Le travail collectif mondial mené par PCQVP ces cinq dernières années a été guidé par notre stratégie [Vision 2025](#). Notre objectif principal au début de la stratégie a été d'apporter des changements importants dans les politiques et les comportements des gouvernements et des entreprises extractives, ce qui améliorerait concrètement la vie des populations où PCQVP travaille. Nous pensons que cela contribuerait à concrétiser notre vision « *d'un monde dans lequel l'ensemble des citoyen·ne·s profitent de leurs ressources naturelles, aujourd'hui et demain* ». Cet objectif a été à son tour divisé en cinq résultats interdépendants. Ces résultats constituent les références par rapport auxquelles nous communiquons ici nos réalisations et les principaux enseignements tirés.

Résultats :

1.

Les gouvernements et les entreprises extractives divulguent des informations plus complètes, opportunes, fiables, accessibles et axées sur la demande

2.

PCQVP parvient à mieux utiliser les informations disponibles pour constituer une solide base de données probantes visant l'amélioration de la gouvernance

3.

PWYP coordonne davantage d'actions de plaidoyer transnationales pour susciter des changements normatifs, politiques et comportementaux en vue d'obtenir une plus grande redevabilité des gouvernements et des entreprises envers les citoyen·ne·s

4.

PCQVP favorise une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes aux initiatives pertinentes en matière de gouvernance extractive

5.

PCQVP est un mouvement plus inclusif et diversifié, plus à même de démontrer notre impact et de tirer des enseignements de notre expérience collective

4.1 Faire la lumière sur un secteur des plus opaques

Résultat 1 : les gouvernements et les entreprises extractives divulguent des informations plus complètes, opportunes, fiables, accessibles et axées sur la demande

88%

Proportion de coalitions de PCQVP faisant état de progrès sur la campagne de divulgation des contrats

Nombre de pays de l'ITIE dont la législation exige désormais la divulgation des contrats

33

17

Nombre de pays de l'ITIE qui continuent de cacher tous les contrats d'extraction aux citoyen·ne·s

La divulgation publique d'informations opportunes et pertinentes pour les citoyen·ne·s reste le moyen de dissuasion le plus efficace contre la mauvaise gestion, la corruption et les abus contre les communautés. Elle permet aux citoyen·ne·s d'exercer un contrôle indépendant sur les personnes aux postes de pouvoir et les décisions qu'elles prennent. La transparence est maintenant également jugée essentielle pour surveiller la progression des engagements mondiaux visant à maintenir le réchauffement mondial en dessous de 1,5 °C ; par exemple, la divulgation des risques climatiques peut permettre aux populations d'empêcher les gouvernements et les entreprises de s'engager dans des investissements pétroliers et gaziers risqués qui pourraient ne jamais aboutir.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que, durant toute notre période de stratégie, la

promotion de la transparence ait toujours fait l'objet d'une grande attention et d'investissements importants de la part de notre mouvement, comme en témoigne notre dernière [ECN](#) : 88 % des coalitions nationales ont fait état de progrès sur ce résultat stratégique.

Depuis 2020, nous avons mené une forte campagne sur la transparence des contrats grâce à notre [campagne #DiscloseTheDeal](#). Les contrats sont au « cœur de la transaction » et leur diffusion auprès du public est une condition préalable pour définir les bénéfices et les coûts de la vente de pétrole, de gaz et de minerais. Sur ce point, notre influence a joué un rôle déterminant dans la mise en place d'un régime de divulgation totale au Sénégal ; des progrès importants ont également été enregistrés en [Ukraine](#), [au Mali](#), à Madagascar, en Mongolie, au Nigeria, [en](#)

[Indonésie](#), en Tunisie et au Yémen. Au niveau mondial, nous avons contribué à obtenir une exigence de divulgation des contrats de la part de l'organisme de l'industrie minière, le [Conseil international des mines et des métaux](#), qui s'applique automatiquement à toutes ses sociétés membres. Grâce à nos actions, 49 pays [divulguent](#) désormais au moins un contrat de l'industrie extractive et 33 ont mis en place des politiques de publication obligatoire. Alors qu'elle constituait autrefois une exception, la transparence des contrats est maintenant la norme dans le secteur extractif.

Malgré d'importantes avancées, des marges de progression demeurent : les recherches menées par NRG1 et Oxfam, membres de PCQVP, ainsi que par le Secrétariat international de PCQVP, ont révélé que seuls 18 % des pays mettant en œuvre l'ITIE [divulguent](#) des contrats dans les secteurs minier et pétrolier et gazier, 53 % divulguent certains contrats ou tous les contrats dans un seul secteur, et 30 % gardent les contrats secrets, sans droit de regard du public.

Une priorité transversale de Vision 2025 a été l'obtention de divulgations qui répondent aux demandes persistantes d'informations pertinentes de la part des communautés pour répondre à leurs besoins et préoccupations. Au-delà des contrats, cela comprenait des informations sociales, environnementales et sur l'emploi et d'autres divulgations pertinentes au niveau local, telles que les données sur le transfert de revenus. Ces données permettent aux communautés de calculer si les gouvernements et les entreprises leur reversent une part équitable. Les coalitions de PCQVP au Kirghizistan, au Liberia et en Sierra Leone ont obtenu de nouvelles divulgations importantes sur ce point ; d'autres impacts dans d'autres pays sont décrits ultérieurement dans ce rapport.

Cette période de stratégie nous a permis de repousser les frontières de la transparence : par exemple, dans le cadre des rapports de l'ITIE, les membres de PCQVP au Burkina

Faso, en Guinée, au Sénégal et dans d'autres pays ont obtenu la publication d'informations sur l'emploi spécifiques au genre afin de créer une base de données probantes pour favoriser les opportunités pour les femmes. De même, les membres de PCQVP en Europe et aux États-Unis ont fait campagne en faveur de la divulgation des risques climatiques, et le [plaidoyer](#) de PCQVP Australie a contribué à l'obligation de publier des informations financières liées au climat.

Ce travail d'avant-garde n'a pas été mené au détriment d'autres domaines de travail plus classiques pour PCQVP, tels que la transparence de la propriété réelle. Connaître les véritables propriétaires des entreprises reste essentiel pour identifier et empêcher les personnes ayant des liens politiques ou des affiliations d'obtenir des intérêts dans des projets extractifs – l'une des recettes du délit d'initié, du conflit d'intérêts et de la corruption. Par exemple, PCQVP Nigeria a contribué à la mise en place d'un registre opérationnel de propriété réelle, tandis que PCQVP Indonésie a contribué à améliorer les taux de divulgation de la propriété réelle. PCQVP Canada a obtenu un [engagement](#) novateur du gouvernement pour mettre en place un registre public de propriété réelle, après cinq années de plaidoyer de la coalition. Des progrès substantiels ont également été réalisés par les membres de PCQVP en Mauritanie, au Sénégal, en Tanzanie et au Tadjikistan.

Malgré nos nombreuses victoires, nous avons essuyé des revers qui nous rappellent que le mouvement vers la transparence est loin d'être linéaire ou unidirectionnel. Par exemple, la Cour de justice européenne a statué à la fin de 2022 que les registres des propriétés réelles violaient les droits des individus à la vie privée, ce qui a conduit les territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne du Royaume-Uni, dont la plupart sont des paradis fiscaux reconnus, à déclarer en 2024 qu'ils n'accorderont pas au public un accès illimité à leurs registres des propriétés réelles. En ce qui concerne le

secteur des entreprises, de nombreuses grandes entreprises, comme Chevron et ExxonMobil, [ne publient toujours pas](#) entièrement tous les paiements effectués au niveau des projets aux gouvernements, comme indiqué dans une récente [évaluation](#) menée par l'ITIE sur les entreprises sympathisantes. Pour inverser ces revers, nous continuerons à défendre les exigences de divulgation obligatoires et à interpeller les acteur·rice·s étatiques et corporatif·ve·s qui prétendent soutenir la transparence uniquement pour blanchir leur réputation.

Gros plan : traduire un engagement juridique en pratique de divulgation au Mali

En décembre 2021, le Groupe multipartite (GMP) malien de l'ITIE [décidait](#) de publier tous les contrats d'extraction sur le site web de l'ITIE du pays. Malgré l'inscription de la publication des contrats dans le code minier de 2019, peu de progrès avaient été concrètement réalisés : à la fin de 2021, seuls 12 contrats miniers étaient publiés sur le site web du ministère des Mines, dont beaucoup sans annexes et amendements fournissant des détails complémentaires essentiels. Si d'autres acteur·rice·s ont aussi apporté leur pierre à l'édifice, le [plaidoyer](#) de PCQVP Mali a joué un rôle important dans cette décision, qui a entraîné une augmentation exponentielle du nombre de contrats publics, avec 130 contrats disponibles en 2022. La coalition de PCQVP Mali a publié des [études](#) en 2021 détaillant les lacunes et les possibilités d'améliorer les divulgations. Cette recherche a été l'aboutissement d'années de plaidoyer diligent et proactif visant à persuader les décideurs que la transparence des contrats conduirait à la négociation de contrats plus avantageux pour le pays et atténuerait les tensions sociales entre les communautés et les projets extractifs. Tirant parti des réseaux avec les détenteur·rice·s d'obligations axé·e·s sur la réforme dans le gouvernement de transition, PCQVP Mali a utilisé sa présence dans le Groupe multipartite de l'ITIE et les dispositions de la

Norme de l'ITIE, y compris la date limite de validation de l'ITIE 2022, pour traduire l'engagement juridique en pratique réelle.

Gros plan : #DiscloseTheDeal : une campagne coordonnée à l'échelle mondiale, ancrée dans des contextes locaux

#DisclosetheDeal a vu une action concertée du Secrétariat international de PCQVP et de ses membres, soutenue par un financement important et dédié ainsi que par des messages et un plaidoyer coordonnés. Pour la seule année 2022, le Secrétariat international a accordé des subventions secondaires à 15 membres de PCQVP pour un total de 271 000 USD afin de mener des campagnes nationales. Le Secrétariat international a soutenu l'apprentissage et la stratégie conjointe en proposant des sessions d'apprentissage par les pairs lors d'événements internes et externes clés (notamment l'Assemblée mondiale de PCQVP, le [Sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert \(PGO\)](#) et la [Semaine OpenGov](#)) et en diffusant des informations et des messages sur une liste de diffusion et un [microsite](#) dédiés, comprenant une [vidéo](#) explicative, un [outil de suivi](#) de divulgation des contrats, des bases de données publiques de contrats et de ressources et des recherches pour guider le travail des membres.

En juin 2023, soit deux ans après le début de la campagne, les membres de PCQVP se sont réuni·e·s pour revenir collectivement sur nos réalisations et documenter les enseignements clés lors d'un [briefing](#) pour éclairer les travaux futurs. Parmi les tactiques efficaces communes figurait celle-ci : cibler à la fois les décideurs politiques et le grand public pour faire pression sur de nombreux points d'entrée, depuis l'ITIE et le PGO jusqu'aux lois sur la liberté d'information et aux réformes juridiques en cours. Cette approche à plusieurs volets nous a fourni des plans de secours et de la flexibilité lorsque les stratégies n'ont pas abouti ou lorsque de

nouveaux points d'entrée en matière d'influence ont été concrétisés. En définitive, notre action a également démontré que la force de la campagne réside dans la capacité

de synchroniser la coordination mondiale avec des messages dirigés par les membres et des stratégies axées sur les spécificités des contextes nationaux uniques.



4.2 De la transparence à l'action face à la répression

Résultat 2 : PCQVP parvient à mieux utiliser les informations disponibles pour constituer une solide base de données probantes visant l'amélioration de la gouvernance

+ 2,95

Billions de dollars de paiements issus de l'extraction divulgués

Proportion de coalitions de PCQVP faisant état de progrès sur l'utilisation des données pour une meilleure gouvernance en 2024

91%

42

Nombre de cas d'utilisation des données par des coalitions de PCQVP en 2022 et 2023

Proportion de coalitions de PCQVP signalant des menaces portées à l'espace civique dans leur pays en 2024

45%

La priorité accordée de longue date par PCQVP à la transparence a permis de porter une quantité sans précédent d'informations pertinentes et opportunes dans le domaine public. Lorsqu'elles sont bien utilisées, ces données peuvent soutenir un débat public bien informé, un plaidoyer et un consensus pour la réforme des politiques. Cependant, une utilisation efficace des données nécessite un nombre essentiel d'activistes, de spécialistes et de communautés capables de trouver et d'analyser des données afin de développer des preuves tangibles qui soutiennent la lutte pour un secteur des ressources naturelles plus redevable. En outre, le changement axé sur les données nécessite également la protection des libertés fondamentales d'association, de réunion pacifique et d'expression.

Tirant parti des enseignements de notre [programme](#) d'extracteurs de données, Vision 2025 a poursuivi ses efforts pour cultiver l'excellence analytique au sein du mouvement et des communautés que nous servons. En nous appuyant sur les recommandations d'une [évaluation](#) indépendante de notre programme, nous nous sommes concentré-e-s sur la recherche très contextualisée axée sur les problèmes avec des partenariats catalytiques pour renforcer la capacité à piloter le traitement des données et une analyse rigoureuse.

Cinq ans plus tard, nous avons réalisé des progrès considérables sur ce point essentiel de notre travail. Dans la dernière [ECN](#), 91 % des coordinateur·rice·s nationaux·ales de PCQVP ont déclaré que leur coalition utilisait les données pour assurer une meilleure gouvernance. De même, les membres de PCQVP ont signalé 28 cas d'utilisation de données en 2024, contre 14 l'année précédente. Les cas d'utilisation comprenaient des exemples de débats nationaux de haut niveau sur la valeur et les coûts de l'extraction, des actions pour donner aux communautés les moyens de forcer les entreprises et les gouvernements à respecter leurs obligations ou à indemniser les dommages environnementaux ; des stratégies pour obtenir de meilleurs contrats et une répartition plus équitable des bénéfices ; et des actions pour lutter contre la corruption dans l'octroi de licences.

Les membres de PCQVP ont développé une polyvalence technique et analytique et des pôles d'excellence analytique sont maintenant présents dans chaque région d'opération. Les exemples suivants témoignent de la rigueur et de l'impact de notre travail fondé sur des données probantes.

- PCQVP Australie a [utilisé](#) les divulgations obligatoires de l'ITIE et de l'Union européenne (UE) pour estimer les paiements importants effectués par les grandes entreprises australiennes et occidentales au régime militaire du Myanmar, utilisés par ce dernier pour financer sa répression des citoyen-ne-s du Myanmar. Notre analyse a permis d'animer une campagne conjointe avec les membres de PCQVP en Inde et ailleurs et a amené les entreprises à décider de [réduire leurs activités](#) et de [se désinvestir](#).
- [L'analyse](#) réalisée par PCQVP Burkina Faso sur l'évolution des revenus de l'or au moment où les cours de l'or étaient élevés a permis d'identifier des pertes de revenus importantes pour l'État. L'analyse a éclairé un plaidoyer efficace pour persuader le gouvernement de renforcer les systèmes de collecte des recettes et, plus récemment, d'augmenter le taux de redevance, ce qui apportera dans les coffres du gouvernement des ressources supplémentaires pour les services publics et les communautés.
- PCQVP Canada et ses partenaires ont [utilisé](#) des informations sur la propriété réelle des sociétés publiques, mises à disposition par les lois sur la transparence au Royaume-Uni et dans l'UE, pour révéler que l'utilisation de sociétés fictives au Canada pourrait maquiller en transactions légitimes jusqu'à 100 milliards de dollars canadiens de fraude fiscale mondiale et de crimes financiers. Cette analyse a contribué à la décision historique du gouvernement fédéral de fournir un registre accessible au public des véritables propriétaires d'entreprises d'ici la fin de 2023, soit deux ans plus tôt que prévu.
- PCQVP République démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires au sein de l'ITIE ont utilisé des rapports d'évaluation de l'ITIE RDC et d'autres agences pour interroger et critiquer le contrat minier international entre l'État de la RDC et les investisseurs chinois-es. La coalition et l'ITIE ont plaidé pour la renégociation du contrat afin que les avantages dont bénéficient les deux parties soient rééquilibrés en faveur de la RDC. La Présidence de la République a répondu favorablement en mettant en place une commission qui a renégocié l'accord, une décision qui prévoit d'ajouter quatre milliards de dollars d'investissements dans le développement des infrastructures.
- PCQVP Philippines a utilisé les données de l'ITIE pour favoriser le [suivi](#) communautaire des transferts de redevances, en aidant à identifier les écarts dans les revenus dus aux communautés, tout en ouvrant un débat sur les impôts déduits par le gouvernement national sur ces transferts.
- PCQVP Zimbabwe [a analysé](#) le rapport 2021 de l'Administration fiscale du Zimbabwe pour révéler qu'environ 310 millions de dollars d'impôts ont été perdus au profit d'intérêts privés grâce à des avantages fiscaux. Cela représente 61,3 % des recettes fiscales collectées en 2021, soit près de six fois plus de pertes de revenus qu'en 2019. Le plaidoyer pour la suppression de ces exemptions se poursuit.

Tout en menant notre travail axé sur les données, nous avons encore une fois appris que la capacité d'analyse n'est qu'un des nombreux facteurs de succès ; en réalité, notre travail est plus percutant lorsque nous investissons également du temps et des efforts pour renforcer la confiance, la réputation et les points d'entrée avec les réformateur-riche-s. À l'inverse, dans des contextes où les libertés fondamentales sont sévèrement restreintes, l'analyse indépendante et le plaidoyer ont fait l'objet de représailles et de répression, comme en ont

fait personnellement l'expérience des membres de PCQVP en [Azerbaïdjan](#), au Kazakhstan (voir l'étude de cas), à [Madagascar](#), [au Myanmar](#) et [au Niger](#).

Il est extrêmement préoccupant de constater que 45 % des coalitions de PCQVP ont signalé des menaces portées à l'espace civique dans notre ECN de 2024, dont 21 % ont noté des menaces directes portées aux droits humains des membres de la coalition. Cela va dans le sens des conclusions tout aussi alarmantes de Civicus Monitor, qui montre une [détérioration](#) de l'espace civique,

70 % de la population mondiale vivant désormais dans des espaces civiques fermés ou réprimés.

Dans ce contexte, dans le cadre de notre stratégie Vision 2025, le Secrétariat international de PCQVP a élaboré une [feuille de route](#) triennale pour l'espace civique qui a guidé la transition entre une approche réactive et une approche proactive qui identifie et remet en question les environnements restrictifs pour la société civile. Guidé·e·s par notre [cadre](#) de validation du protocole de la société civile de l'ITIE, les membres de PCQVP au Kirghizistan, à Madagascar, en Colombie, [aux Philippines](#) et en République du Congo ont apporté des éléments de preuves à l'ITIE sur les restrictions de l'espace civique afin de demander des mesures correctives, avec un certain succès. Nous avons également fait pression sur les entreprises et les investisseurs pour qu'ils-elles mettent fin à leurs relations commerciales avec le régime militaire répressif du Myanmar et le gouvernement voyou de la Russie, à la suite de son [invasion](#) brutale de l'Ukraine. Grâce à nos investissements, nous avons gagné en confiance pour résoudre les problèmes d'espace civique : 47 % des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont signalé en 2023 que les membres de PCQVP avaient une meilleure compréhension des réactions à avoir face aux menaces, par rapport à une référence de 35 % en 2020. Pourtant, il reste beaucoup à faire pour s'assurer que l'ensemble des membres de PCQVP, où qu'ils-elles se trouvent, puissent mener notre travail en paix et sans crainte de représailles.

Gros plan : la recherche-action collaborative favorise le changement dans les pays où les gouvernements autorisent la liberté d'expression

Au début de Vision 2025, PCQVP a lancé quatre projets de recherche-action

collaborative [au Brésil](#), [au Kazakhstan](#), [au Nigeria](#) et [au Zimbabwe](#). Tous ces projets se sont appuyés sur les données relatives aux paiements des entreprises de ResourceProjects.org de NRGI et sur d'autres sources pertinentes dans ce contexte, comme les rapports de l'ITIE. La recherche a été menée par des équipes de recherche mixtes qui ont réuni des membres des pays cibles et des coalitions de PCQVP au Canada, en France et au Royaume-Uni, les pays où les sociétés extractives étudiées dans ces rapports ont leur siège. Le Secrétariat international de PCQVP a fourni un financement et un soutien technique pour ces actions.

La recherche qui en a résulté a encouragé les échanges critiques avec les entreprises et les gouvernements, qui ont été invités à commenter les résultats avant leur publication. Elle a également fourni un plan d'action et des enseignements sur le mode d'utilisation des nouvelles données disponibles pour l'analyse. Cependant, nos conclusions n'ont pas été bien reçues par tout le monde. Ainsi, notre recherche a dévoilé deux projets pétroliers et gaziers aux coûts d'exploitation élevés et n'offrant que peu de bénéfices publics au Kazakhstan, dont l'un concerne la société française Total. Si la réponse de Total a été constructive – la société a commenté notre rapport et s'est engagée à reprendre le dialogue avec le gouvernement sur la publication de ses conditions contractuelles – le gouvernement kazakh a choisi d'exercer des représailles en infligeant des amendes aux membres de PCQVP qui ont co-rédigé le rapport. Cet événement a rappelé avec force que la transparence et l'analyse fondée sur des données probantes sont inefficaces si elles ne sont pas soutenues par des institutions démocratiques fonctionnelles qui protègent les libertés civiques.



4.3 Action collective pour un impact accru

Résultat 3 : PWYP coordonne davantage d'actions de plaidoyer transnationales pour susciter des changements normatifs, politiques et comportementaux en vue d'obtenir une plus grande redevabilité des gouvernements et des entreprises envers les citoyens.

64%

Proportion des coalitions participant à des groupes de travail internes axés sur les problèmes, contre 30 % au début de la stratégie.

Proportion de coalitions de PCQVP prenant des mesures communes, contre 32 % au départ

52%

85%

Proportion de coalitions de PCQVP ayant pris des mesures sur la transition énergétique ou les questions liées au climat d'ici la fin de 2023

Le travail transfrontalier est une spécificité de notre mouvement. Il permet aux membres de PCQVP de tirer parti de nos forces respectives et de s'auto-organiser dans les configurations les plus percutantes. Nous pouvons simultanément influencer les processus mondiaux et locaux, en utilisant tous les points d'entrée disponibles, notamment en exerçant une pression de

l'extérieur lorsque la voix de la société civile est réprimée et que les membres de PCQVP courent un risque sérieux de représailles.

Vision 2025 a enregistré des progrès constants concernant notre action commune, que ce soit en termes de portée, de qualité et d'éventail de thèmes :

- collaborations régionales, qui ont permis à des membres de contextes similaires d'unir leurs forces pour influencer les organismes régionaux et apprendre les uns des autres. Ainsi, les coalitions de PCQVP en Azerbaïdjan, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ukraine se sont associées pour élaborer une stratégie commune et plaider en faveur de la transparence des contrats, ce qui a permis (entre autres impacts) à la coalition tadjike de persuader le gouvernement de publier les licences d'exploitation minière et les données sur la propriété réelle. De même, des membres en Afrique ont rejoint plusieurs Alternative Mining Indaba (AMI), créés pour donner la parole aux communautés touchées par l'exploitation minière africaine, afin de promouvoir notre programme;
- collaborations interrégionales pour tirer les enseignements d'autres contextes et prendre des mesures communes sur des questions d'intérêt et de pertinence communs. Ainsi, des membres de pays d'Afrique et d'Asie-Pacifique se sont associé-e-s aux campagnes « Just Minerals » en Afrique et en Asie-Pacifique, notant que les problèmes et les pressions auxquels leurs pays sont confrontés se superposent et sont interdépendants;
- collaboration bilatérale pour résoudre les problèmes transfrontaliers. Par exemple, face à un contexte de plus en plus répressif, les coalitions de PCQVP en Tunisie et en Azerbaïdjan se sont mutuellement soutenues avec des idées de plaider sur l'espace civique. De même, les coalitions de PCQVP en Mauritanie et au Sénégal se sont associées pour un plaidoyer conjoint sur le projet transfrontalier de gaz naturel Greater Tortue Ahmeyim.

Le Secrétariat international de PCQVP a donné la priorité au soutien de la collaboration transnationale dès le début de Vision 2025 et les données probantes de notre dernière ECN suggèrent que les collaborations entre les membres émergent maintenant spontanément, sans animation centralisée. De plus en plus ancré dans le mouvement PCQVP, le plaidoyer transnational constitue une tactique importante pour atteindre nos objectifs.

Aucun enjeu ne le démontre plus clairement que notre orientation sur la justice dans la transition énergétique. La première phase de Vision 2025 a vu une forte collaboration transnationale entre les coalitions nationales de PCQVP pour initier le développement de nos [positions](#) sur la transition énergétique. Grâce à cette collaboration, les membres de PCQVP ont rejoint d'autres mouvements pour inscrire la question à l'[ordre du jour](#) des dirigeant-e-s du G7. En parallèle, le

Secrétariat international de PCQVP a fourni un soutien constant en matière de politique et de coordination aux membres de la société civile du Conseil d'administration de l'ITIE dans la lutte pour [inclure](#) la transition énergétique dans la Norme de l'ITIE. En 2021, une délégation de PCQVP a assisté à sa toute première Conférence des Parties (COP) des Nations Unies sur les changements climatiques à Glasgow et a appelé les dirigeants mondiaux à [agir](#) rapidement, tout en encourageant la [réflexion](#) sur les liens entre la crise climatique et les industries extractives. Notre délégation a assisté à la COP27 un an plus tard, à Charm el-Cheikh, et a proposé des recommandations ciblées pour la gouvernance des minerais de transition dans une [déclaration](#) signée par plus de 250 organisations. Notre plaidoyer est allé de pair avec des efforts de sensibilisation aux [risques](#) liés à l'extraction des minerais de transition. En 2023, nous avons redoublé d'efforts : outre la COP28, les membres de PCQVP ont participé à l'Alternative Mining Indaba, au Sommet africain du climat, à la Semaine du climat Asie-Pacifique, au Forum de l'OCDE pour des minerais responsables et à la Semaine européenne des matières premières, en influençant le calendrier de ces différents événements. Notre présence à ces événements de haut niveau nous a permis de nouer des liens avec des parties prenantes importantes et de forger de nouvelles collaborations (voir le Résultat 5 pour en savoir plus sur nos collaborations avec d'autres mouvements).

La crise climatique et le rôle central que jouent le pétrole, le gaz et les minerais dans sa cause et sa solution potentielle ont entraîné la création de coalitions régionales dirigées par les membres de PCQVP appelant à la justice dans la transition énergétique vers une économie à faible émission de carbone, tant pour les populations des pays riches en pétrole et en gaz que pour celles qui disposent de minerais de transition. La coalition régionale de PCQVP en Afrique a récemment approuvé

une [stratégie de campagne panafricaine](#) pour l'extraction et l'utilisation responsables et durables des minerais de transition afin de soutenir le développement, les besoins énergétiques et la prospérité du continent. Dans la région Asie-Pacifique, une [stratégie régionale](#) a été élaborée par les membres de PCQVP pour s'assurer que les communautés et les écosystèmes touchés sur toute la chaîne d'approvisionnement des minerais de transition sont protégés et bénéficient d'une prospérité commune. En Europe, les membres de PCQVP travaillent au sein d'une coalition plus large d'ONG qui cherchent à [améliorer](#) les partenariats stratégiques de l'UE sur les matières premières critiques afin de veiller au respect du développement durable et des droits des communautés locales et des peuples autochtones.

En 2023, les deux tiers des coalitions de PCQVP étaient engagés dans une planification conjointe sur des sujets liés au climat, comme les « minerais de transition » ou « l'élimination progressive et équitable des combustibles fossiles », loin devant d'autres sujets de travail. Cette priorité montre dans quelle mesure la justice dans la transition énergétique devient un facteur essentiel dans le travail collectif mondial de PCQVP. En externe, notre pression soutenue et multidirectionnelle sur l'ITIE a abouti à une [révision](#) de la Norme de l'ITIE, qui contient des dispositions ciblant la transition énergétique mondiale.

Gros plan : La campagne de transition énergétique de PCQVP en Amérique latine démontre un nouveau mode d'organisation

Les membres et partenaires de PCQVP en Amérique latine sont depuis longtemps des champion·ne·s de la justice climatique. Par exemple, Ambiente y Sociedad en Colombie et DAR et CooperAcción au Pérou ont des programmes bien établis sur la prévention et l'adaptation au changement climatique, sur la reforestation et le financement climatique, qui précèdent les campagnes d'autres membres de PCQVP sur les questions liées au climat. Afin de renforcer l'action collective

et l'apprentissage conjoint sur le point de convergence entre les industries extractives et le climat, les membres et partenaires de PCQVP dans la région ont lancé en 2022 une coalition régionale pour une transition énergétique juste, qui comprend quarante organisations de neuf pays. La coalition a fait office de catalyseur pour intensifier les travaux à travers le réseau mondial sur les minerais critiques et une élimination juste des combustibles fossiles : les droits communautaires ont été au centre des préoccupations des membres. Ce mode d'organisation, consistant à créer une coalition au-delà du niveau national, a inspiré les membres de PCQVP dans le monde entier : des membres ont lancé des coalitions régionales similaires en 2023 en Afrique, en Asie-Pacifique et dans la région MENA. Un avantage clé de cette approche a été que les pionnier-e-s de chaque région ont formé des coalitions sur mesure plus agiles qui ont rapidement développé des plans d'action et des stratégies adaptés au contexte, la porte étant laissée ouverte pour que d'autres membres se joignent en temps voulu. Toutes ces nouvelles coalitions régionales s'engagent également avec des non-membres de PCQVP actif-ve-s dans la sphère climatique et dans d'autres mouvements (y compris le genre et les droits des femmes), qui ont été des partenaires de

réflexion critique et qui ont contribué à amplifier notre voix dans les écosystèmes du changement.

Gros plan : Favoriser un dialogue fondé sur des données probantes sur la stratégie de transition énergétique du Ghana

Les membres de PCQVP Ghana ont mené un travail d'analyse sur une licence accordée à Barari DV Ghana Limited pour développer les gisements d'Ewoyaa, le tout premier projet de lithium du Ghana. L'analyse a permis d'apporter un éclairage au dialogue sur les minerais de transition rassemblant des acteur-ric-e-s de la communauté minière, des jeunes et des institutions nationales comme la Commission sur les minerais et le Bureau de recherches géologiques. La discussion a porté sur les vulnérabilités potentielles de l'accord et sur la nécessité de valoriser de manière adéquate les minerais stratégiques du pays. Cela a conduit à un [débat](#) dans les médias nationaux qui a attiré l'attention du public sur la stratégie de transition énergétique du gouvernement. Membre de PCQVP, le Centre africain pour la politique énergétique (ACEP), qui a corédigé l'étude, a récemment [diffusé](#) les éclairages et les enseignements de l'affaire à d'autres militant-e-s de l'AMI 2024



4.4 N'oublier personne

Résultat 4 : PCQVP favorise une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes aux initiatives pertinentes en matière de gouvernance extractive

510

Accusations de violation des droits humains en relation avec l'extraction de minerais de transition (2010-2022)

Estimation haute de la participation des femmes à la main-d'œuvre minière mondiale

17%

82%

Coalitions de PCQVP qui progressent dans l'amélioration de la participation des groupes exclus.

Protéger et soutenir les laissés-pour-compte est une considération fondamentale qui est transversale dans notre travail. Notre examen des données de notre ECN annuelle 2020 à 2024 révèle un investissement exceptionnel dans ce domaine de travail : 43 coalitions différentes à l'échelle de toutes les régions ont mené des activités et des projets pour renforcer la participation, dans les débats et les décisions sur les ressources naturelles, des femmes, des communautés et d'autres groupes exclus.

Défendre la justice de genre

De la violence basée sur le genre aux violations des droits fonciers, le secteur extractif joue un [rôle](#) démesuré dans les violations des droits des femmes. Les femmes et les filles souffrent de manière disproportionnée des impacts de ces industries, tout en retirant peu de bénéfices sur le plan de l'emploi ou de l'économie : les femmes représentent [seulement](#) 8 % à 17 % de la main-d'œuvre minière mondiale et leurs voix sont systématiquement exclues du

processus décisionnel et de l'élaboration des politiques publiques.

Dans ce contexte, nous avons donné la priorité au développement et à la promotion d'une approche féministe de la gouvernance des ressources naturelles tout au long de la mise en œuvre de Vision 2025. En collaboration avec des partenaires du groupe de travail « Justice de genre et industries extractives », nous avons élaboré un [programme](#) féministe commun pour la gouvernance des ressources naturelles, qui a été approuvé par plus de 100 signataires de

la société civile, pour guider notre travail et influencer à son tour les forums mondiaux, tels que le Forum Génération Égalité d'ONU Femmes. Nous avons codirigé une [série](#) de webinaires multilingues sur la justice de genre, qui a rassemblé plus de 400 participant·e·s issus de gouvernements, de l'industrie et de groupes de la société civile ; et nous avons [élaboré une stratégie](#), conjointement avec l'ITIE, sur la manière dont la Norme de l'ITIE peut soutenir l'égalité de genre, en examinant les bonnes pratiques de plusieurs pays. Nos positions de plaidoyer ont influencé avec succès les orientations politiques émergentes du gouvernement canadien et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

S'appuyant sur notre projet pilote visant à faire progresser les droits des femmes par le biais de l'ITIE au Sénégal, en Guinée et au Burkina Faso, nous avons élargi le périmètre de ce travail au Ghana, au Nigeria, au Kirghizistan, au Liban, à l'Ukraine et à la Zambie, entre autres pays, et avons obtenu un financement spécifique pour ce projet. Les membres de PCQVP se sont appuyés sur des [recherches](#) collectives et transnationales menées sur les progrès et les lacunes dans la représentation et la participation des femmes à l'ITIE, et ont dirigé des actions visant à générer des données ventilées par genre et à accroître la participation des femmes aux groupes multipartites de l'ITIE.

Dans le même ordre d'idées, nous avons publié un rapport de [synthèse](#) sur le travail des membres en Afrique de l'Est qui a permis d'identifier les informations et les réformes susceptibles d'améliorer la participation et le pouvoir des femmes dans les décisions relatives à la répartition et à l'utilisation des revenus extractifs au niveau local.

Nos efforts ont contribué à une plus grande prise en compte des besoins et des perspectives uniques des femmes. Par exemple, suite à une table ronde éclairante organisée par PCQVP Sénégal, une réformatrice cadre du ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants

du Sénégal s'est engagé·e à donner la priorité à une répartition des revenus extractifs sensible au genre au sein des communautés, à parrainer l'éducation des filles dans les régions minières et à soutenir les entreprises appartenant à des femmes. De même, défendue et soutenue par PCQVP Burkina Faso, la participation des femmes aux fonds locaux et aux systèmes de partage des bénéfices a conduit à une augmentation du financement des projets sociaux et des entreprises dirigés par des femmes. Au Kirghizistan, la coalition de PCQVP progresse dans l'annulation d'un décret gouvernemental sur les professions interdites aux femmes dans le secteur minier.

Amplifier la voix des communautés

L'extraction des ressources présente un coût énorme pour les communautés locales, qui voient leurs terres et leurs environnements naturels dévastés sans recevoir de compensation adaptée. Les décisions qui les concernent sont prises dans les bureaux des gouvernant·e·s dans des capitales lointaines, ou dans les sièges des entreprises à l'étranger. Lorsque les collectivités locales donnent de la voix, elles mettent leur vie en danger : 177 défenseur·se·s des terres et de l'environnement ont été [assassiné·e·s](#) en 2022, la plupart des cas étant liés à l'exploitation minière. De plus, à mesure que la pression provoquée par l'accélération de l'extraction des minerais de transition s'intensifie, les violations contre les communautés augmentent : 510 violations des droits humains et de l'environnement liées aux minerais de transition ont été [documentées](#) entre 2010 et 2022.

Vision 2025 a cherché à accroître l'engagement, les connaissances et la capacité des communautés à exprimer leurs préoccupations auprès des décideurs dans les forums locaux et mondiaux pertinents. Les membres de PCQVP se sont concentrés sur la conception de systèmes de partage des bénéfices inclusifs et généreux, de processus de budgétisation réactifs, ainsi que sur la conception et la mise en œuvre de

fonds miniers qui attribuent une part des revenus liés aux ressources aux communautés touchées. Vingt-trois coalitions nationales de PCQVP ont mené des travaux sur les transferts de revenus et les fonds locaux, ce qui en a fait le sujet de travail le plus courant avec les communautés durant la mise en œuvre de Vision 2025 (devant tout travail sur les préoccupations liées à l'emploi, la pollution, l'environnement, et la santé). Les membres de PCQVP ont également veillé à ce que les communautés aient un accès direct aux forums internationaux. Ainsi, au Pérou, nous avons soutenu la participation de dirigeant·e·s du peuple Chapra aux réunions avec le rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Dans le même ordre d'idées, les coalitions de PCQVP en Afrique de l'Ouest et Mining Shared Value, membre de PCQVP Canada, ont publié un [guide](#) à l'attention des membres et des partenaires de PCQVP préconisant une transparence accrue des achats locaux dans le secteur minier. Étant donné que les dépenses du secteur extractif en biens et services sont importantes, les achats locaux peuvent maximiser les opportunités de développement économique pour les pays et les communautés d'accueil.

Enfin, nous nous sommes battu·e·s pour protéger le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) des communautés touchées par l'extraction. Ainsi, des membres de PCQVP ont travaillé à l'amélioration des protocoles de consultation au Pérou, ont dénoncé la violation de la procédure régulière aux Philippines et en Inde, et ont développé des approches très innovantes pour gérer les griefs des communautés par le biais de plateformes en ligne en Indonésie pendant la COVID. Au Mexique, Fundar, membre de PCQVP, a apporté un soutien juridique aux communautés pendant sept ans, ce qui a conduit à l'annulation sans précédent de deux concessions pour cause de violation du CLPE. Dans l'ensemble, le CLPE a fait l'objet d'un intérêt plus limité et il s'est avéré difficile de progresser sur ce sujet, notamment parce que la pandémie a mis fin à des possibilités

d'influence, dans un contexte où les gouvernements ont privilégié au maximum l'extraction pour financer les plans de reprise post-pandémie, ou n'ont pas réussi à inverser les restrictions pandémiques qui ont étouffé la voix et bridé la participation de la communauté.

Soutenir d'autres groupes exclus

Enfin, PCQVP a également pris des mesures pour faire entendre la voix des jeunes, notamment en [lançant un appel](#) en faveur d'une transition énergétique juste et en se mobilisant en ce sens. Des travaux plus récents effectués avec la Fondation Ford nous ont permis de piloter des approches innovantes pour identifier et cibler les problèmes intersectionnels liés à la gouvernance des ressources naturelles et au handicap. Ainsi, en Guinée, nous avons entrepris une étude sur les perceptions que les personnes en situation de handicap (ainsi que les jeunes et les femmes) ont de la transition énergétique du pays. Un premier résultat a été la création de partenariats avec des organisations, dont la Fédération guinéenne des associations de personnes handicapées, sur une campagne autour d'une transition énergétique inclusive et juste.

« L'inégalité sape les objectifs de transparence, de développement économique, de prospérité partagée et de stabilité politique. » – Elisa Peter, directrice exécutive (2016-2022), Publiez Ce Que Vous Payez

Gros plan : Créer des mécanismes réactifs et locaux pour la voix des communautés aux Philippines.

Bantay Kita, la coalition de PCQVP aux Philippines, a défendu la création et l'animation de groupes locaux multipartites comprenant des représentant·e·s des communautés, du gouvernement et des entreprises pour discuter et résoudre les griefs et conflits sur un large éventail de questions (notamment les préoccupations sociales et environnementales, le partage des bénéfices, le CLPE, et les impacts sur les femmes et la participation de ces dernières).

La coalition a soutenu la [création](#) d'organismes multipartites locaux dans trois provinces et a renforcé la capacité des communautés à comprendre les dispositions légales et les données disponibles. Avant de plaider en faveur d'approches particulières, la coalition a écouté les communautés pour comprendre leurs défis et discuter des solutions possibles. La réactivité envers les communautés a été facilitée par la décision délibérée de [faire entendre](#) les voix des communautés dans la coalition : les trois quarts des membres de Bantay Kita proviennent de sites d'extraction et de secteurs reculés. Bantay Kita a souvent eu du mal à assurer la participation et l'engagement soutenus des décisionnaires dans ces processus. Cependant, dans l'ensemble, ces mécanismes ont offert aux communautés un moyen inédit d'accéder aux détenteur·rice·s d'obligations, tout en leur donnant une voix et des canaux pour s'exprimer et discuter de leurs préoccupations.

Gros plan : Lutte contre la pollution dans la plus grande province productrice de pétrole d'Irak.

Les membres de la coalition de PCQVP en Irak dans la province de Bassora ont collaboré avec d'autres organisations non gouvernementales, le département de l'environnement du gouvernement provincial et des spécialistes de l'Université de Bassora pour préparer des rapports sur la pollution atmosphérique entourant les champs de production de pétrole et son impact néfaste sur les populations qui vivent à proximité, avec des villages agricoles particulièrement touchés. Les conclusions du rapport ont ensuite été relayées par les médias internationaux et, grâce au plaidoyer de la coalition, les compagnies pétrolières nationales et étrangères opérant dans le gouvernorat de Bassora se sont engagées à prendre des mesures afin d'atténuer la pollution.



4.5 Élargir et approfondir les partenariats et l'apprentissage

Résultat 5 : PCQVP est un mouvement plus inclusif et diversifié, plus à même de démontrer notre impact et de tirer des enseignements de notre expérience collective

12/11

Proportion femmes/hommes dans les organes de gouvernance mondiale de PCQVP

Nombre d'organisations de PCQVP représentant les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les personnes en situation de handicap

436

70%

Proportion de coalitions adaptant leur stratégie après avoir tiré des enseignements auprès d'autres coalitions.

Diversifier le mouvement PCQVP

PCQVP ne peut véritablement répondre aux besoins des groupes exclus que si nous les intégrons dans l'adhésion à notre coalition et dans nos décisions. C'est pour cette raison que Vision 2025 contenait un engagement à accroître la diversité et l'inclusivité du mouvement. Les [données](#) de notre dernière ECN montrent que 436 membres de PCQVP (42 % de l'ensemble des membres) sont des organisations représentant les femmes, les jeunes, les organisations de peuples autochtones et les personnes en situation de handicap.

Nous avons déployé des efforts systématiques pour renforcer la représentation des femmes dans les organes de gouvernance mondiale de PCQVP : on compte maintenant 12 femmes et 11 hommes au sein de notre Conseil mondial,

de notre Conseil d'administration et de notre Comité de pilotage pour l'Afrique (CPA). Deux moments critiques ont accéléré ces progrès : lors de la [Conférence africaine](#) de 2021, les membres ont approuvé une nouvelle [Charte africaine](#) qui inscrivait officiellement l'égalité de genre dans l'adhésion à la CPA et la gouvernance des coalitions de PCQVP en Afrique. Cela a été suivi par l'adoption à l'unanimité, lors de l'Assemblée mondiale 2022 de PCQVP, d'une [politique de genre](#) à l'échelle du mouvement : élaboré en 2023, un [plan](#) d'action pour l'égalité de genre fixe des objectifs ambitieux pour mesurer objectivement les progrès par rapport à la politique. Nous espérons que ces initiatives déclencheront des améliorations supplémentaires ; nous considérons que les progrès réalisés à ce jour sont encourageants, mais insuffisants. Plus

précisément, alors que la proportion de femmes dans les organes de gouvernance des coalitions nationales est passée de 35 % en 2020 à 39 % en 2024, les femmes restent minoritaires et, selon nos trois dernières ECN, ces trois dernières années ont vu un ralentissement des progrès en la matière. Nous sommes préoccupé-e-s par le fait que seuls 20 % des coalitions nationales de PCQVP sont dirigées par une femme. Mais nous avons un plan : parmi les autres activités décrites dans notre plan d'action, les coalitions de PCQVP identifient des champion-ne-s nationaux-ales du genre qui assureront la promotion et le respect de nos engagements en matière de genre – sept champion-ne-s ont déjà été identifié-e-s en 2023.

Créer un mouvement axé sur l'apprentissage et l'impact

Nos enquêtes internes montrent que nous avons développé une forte culture de partage et d'apprentissage dans le mouvement. En 2024, 82 % des coalitions de PCQVP ont signalé avoir bénéficié d'un meilleur apprentissage et d'une meilleure articulation de l'impact dans leur travail, 73 % déclarant avoir tiré des enseignements d'autres coalitions en 2024, contre 67 % au début de notre stratégie. Fait encore plus enthousiasmant : 70 % des coalitions ont mené de nouvelles actions ou changé certaines choses grâce à ces enseignements, alors qu'elles n'étaient que 46 % au début de la stratégie. L'apprentissage conjoint est au cœur de nos méthodes de travail car il favorise la réflexion critique, la cohésion des mouvements et assure la diffusion d'approches innovantes et de bonnes pratiques éprouvées.

Grâce à l'utilisation de plateformes en ligne, de webinaires, de vidéos, d'outils de formation numériques et de témoignages d'impact, nous avons aidé les membres à rester connecté-e-s pendant la pandémie de COVID19, tout en explorant des moyens de surmonter la fracture numérique. Notre cinquième [Assemblée mondiale](#), célébrant

les 20 ans de notre mouvement, s'est tenue entièrement en ligne. Lorsque les voyages ont pu reprendre, nous avons organisé des événements en présentiel : notre [Conférence Afrique](#) de PCQVP tenue en 2023 au Sénégal a ainsi réuni plus de 200 participant-e-s d'organisations membres et de groupes exclus pour discuter des approches de la justice dans la transition énergétique.

Alors que tous nos domaines de travail ont donné lieu à des enseignements, nous avons fait des efforts délibérés pour améliorer la compréhension, le débat et l'action du mouvement sur la transition énergétique. Cette compréhension a commencé par une série de [webinaires](#) de formation réalisés par les coalitions d'Asie-Pacifique, suivie d'actions similaires en Eurasie, dans la région MENA et en [Afrique](#) orientale et australe. Pour guider la réflexion des membres, PCQVP États-Unis a élaboré un [manuel](#) sur ce que les sociétés pétrolières et gazières devraient divulguer dans leurs plans de transition énergétique.

À l'intersection de plusieurs mouvements

Vision 2025 a permis de renforcer les liens avec d'autres ONG et coalitions qui ont soutenu et amplifié notre travail, ce qui nous a permis de travailler au point de convergence des industries extractives et du climat, du genre, des budgets et de l'espace civique. Nous avons consolidé notre partenariat déjà solide avec NRGI et Oxfam pour défendre la transparence des contrats, les révisions de la Norme de l'ITIE et faire progresser nos priorités communes aux échelles régionale et nationale, y compris sur la transition énergétique et la justice de genre.

Nous avons établi des partenariats solides avec des groupes de défense des droits humains tels que l'Association européenne pour la défense des Droits de l'Homme (AEDH), le Business and Human Rights Resource Centre, Tournons La Page et l'International Centre for Not-for-Profit Law. Ces réseaux et organisations nous ont aidé-e-s à élaborer des [directives](#) sur l'espace

civique pour les validations de l'ITIE, ont formé des membres de PCQVP pour mieux anticiper les menaces liées à l'espace civique et ont soutenu notre plaidoyer pour mettre fin au harcèlement et aux abus contre nos militant·e·s.

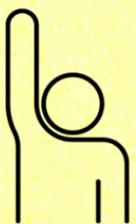
Nous avons renforcé notre collaboration avec l'organisation panafricaine de femmes FEMNET, qui nous a rejoint·e·s, NRGJ et Oxfam dans les groupes de travail sur la justice de genre et les industries extractives. Nous avons également signé un protocole d'entente avec Tax Justice Network Africa en nous engageant à travailler ensemble sur des recherches, un plaidoyer et des campagnes communs.

Nos coalitions régionales sur la transition énergétique juste et les minerais de transition ont fait office de catalyseur pour étendre et renforcer les partenariats avec des organisations spécialisées dans le climat, telles que The African Climate Foundation, Coal Action Network, Global Oil and Gas Network, Carbon Tracker et le Groupe d'expert·e·s sur la prévention de la corruption dans les minerais de transition. Nous avons énormément bénéficié de leur expertise, ce qui a permis d'ouvrir de nouvelles pistes de travail et d'impact communs.

Gros plan : Célébration des 20 ans de PCQVP lors de notre Assemblée mondiale virtuelle

En juin 2022, nous avons organisé notre cinquième Assemblée mondiale, qui a marqué le 20^e [anniversaire](#) du mouvement PCQVP. C'était notre première Assemblée mondiale entièrement en ligne, mais aussi la plus grande et la plus inclusive de notre histoire. Y ont participé 407 personnes venues de 71 pays, dont la moitié étaient des femmes et environ 15 % avaient moins de 30 ans. Les membres de PCQVP, les partenaires de la société civile, les journalistes et les représentant·e·s des gouvernements et de l'industrie se sont réuni·e·s pour apprendre mutuellement au contact des autres : 55 intervenant·e·s exceptionnel·le·s ont fait part de leur expertise et de leurs expériences de plaidoyer sur l'égalité de genre, la divulgation des contrats et une transition énergétique juste. Les membres de PCQVP ont diffusé leurs messages à l'échelle du réseau pour célébrer le 20^e anniversaire de PCQVP, et deux courtes vidéos passionnantes ont été diffusées, [l'une](#) présentant les membres pionnier·ère·s de PCQVP et [l'autre](#) mettant en lumière la prochaine génération de militant·e·s de PCQVP. Les sessions et les résultats de l'Assemblée mondiale ont été repris dans un [rapport](#) multimédia.

L'Assemblée mondiale de PCQVP 2022 en quelques chiffres !



407
participant·e·s



55
intervenant·e·s



5h30
passées en
moyennes



141
connections en
binôme en
speed-networking



5. L'impact continu de PCQVP dans un monde en mutation

Vision 2025 comprenait un certain nombre d'objectifs stratégiques qui ont guidé notre orientation et nos actions, sur lesquels nous avons fait des progrès considérables, comme le montre ce rapport. Notre objectif est maintenant de tirer les enseignements des cinq dernières années afin de continuer à tirer parti de nos atouts tout en restant adapté·e·s et réactif·ve·s aux nouveaux besoins, défis et opportunités pour concrétiser notre vision commune. Les réflexions de synthèse ci-dessous sont destinées à éclairer notre réflexion collective alors que nous développons notre prochaine stratégie mondiale pour 2025 et au-delà.

De la transparence à l'utilisation des informations publiques pour la redevabilité et la réforme

Nous pensons que la transparence a une valeur en elle-même, car elle dissuade les mauvais comportements d'une manière souvent difficile à détecter. Après deux décennies d'attention continue portée à la promotion de l'ouverture dans le secteur extractif – d'abord avec les paiements versés aux gouvernements, puis avec les contrats et la propriété réelle et, plus récemment, avec les risques climatiques – nous avons inclus une priorité spécifique sur l'utilisation de la transparence pour l'influence dans notre stratégie Vision 2025. Le développement du travail analytique axé sur les données au cours de Vision 2025 montre que notre mouvement a su relever le défi et développer une capacité analytique approfondie et diffuse qui ancre nos demandes dans des preuves tangibles. Ce travail a sans aucun doute renforcé notre position lorsque nous exigeons la redevabilité et une réforme politique inclusive et réactive aux échelles locale, nationale et internationale.

Promouvoir la participation autour des solutions à apporter aux problèmes des communautés

Bien que notre approche implique la nécessité d'un certain niveau de spécialisation et d'expertise au sein de notre vaste mouvement – certain·e·s membres de PCQVP s'engageant dans des recherches et des analyses comparatives très rigoureuses – cela doit aller de pair avec des actions visant à porter la voix des groupes qui souffrent le plus des effets négatifs de l'extraction, tels que les communautés, les filles, les femmes, les personnes en situation de handicap et d'autres groupes exclus. Grâce à Vision 2025, nous avons intégré ces groupes dans notre mouvement, nous les avons écoutés et nous avons plaidé sans relâche pour obtenir des informations qui seraient pertinentes pour leurs préoccupations. L'attention que nous portons au partage des bénéfices, aux fonds de développement local et aux impacts sociaux et environnementaux a été motivée par cette priorité, tout comme les efforts visant à renforcer la participation des femmes dans le secteur et dans des initiatives comme l'ITIE. L'un de nos plus grands succès est sans doute la création et l'animation de mécanismes locaux pour accroître l'accès de la communauté aux détenteur·rice·s d'obligations et le dialogue avec ces dernier·ère·s. Ces efforts ont nécessité un investissement et une persévérance importants de notre part, et malgré les défis en matière d'attrait et de développement durable, ils ont contribué à créer des îlots de confiance et de dialogue pour remédier à l'injustice subie de longue date par les communautés.

Trouver de la force dans la solidarité et les synergies

Notre travail lors de Vision 2025 nous rappelle que lorsque nous parlons d'une même voix, il est difficile de nous ignorer. Les efforts soutenus pour renforcer le tissu fondamental de notre mouvement ont abouti à des niveaux sans précédent d'empathie mutuelle, d'apprentissages communs et d'actions transnationales. Le mouvement a réagi à chaque menace subie par des membres de PCQVP. Conscients qu'il existe des [enseignements](#) importants et des dilemmes communs dans les écosystèmes de changement connexes, nous avons créé des liens, des partenariats et des initiatives conjointes avec les mouvements pour le genre, le budget, les droits humains et la justice climatique, qui ont multiplié nos points d'entrée pour l'impact, éclairé nos stratégies et élargi l'adoption de notre programme collectif.

S'attaquer aux crises du climat et des inégalités

Grâce à la mise en œuvre de notre Vision 2025, nous avons fait de PCQVP un acteur crédible qui fait entendre sa voix sur les réponses politiques et de marché à apporter à la crise climatique, en particulier la transition des combustibles fossiles vers des technologies renouvelables alimentées par les minerais critiques. Ensemble, nous comprenons le point de convergence entre les industries extractives et le climat, et nous apportons nos données probantes et faisons entendre notre voix dans le cadre de campagnes visant à assurer la justice dans l'élimination progressive des combustibles fossiles ; et nous gérons les risques énormes qui accompagnent l'essor attendu des minerais de transition. Nous concluons Vision 2025 par une priorité émergente pour notre prochaine phase stratégique, signalée par les initiatives et les actions conjointes des membres de PCQVP, et nous nous concentrons sur l'élaboration d'une vision de la justice dans la transition énergétique qui répond aux besoins des populations dans les pays riches en ressources. Le travail des membres de PCQVP pour répondre à l'évolution rapide

du contexte au cours de cette période stratégique signifie que nous sommes de mieux en mieux placé-e-s pour avoir encore plus d'impact dans ce domaine de travail au cours des cinq prochaines années et au-delà.

Équilibrer la puissance du nombre avec des actions rapides et axées sur les problèmes

L'un de nos principaux atouts a été la cohésion et l'unité d'intention autour de notre lutte commune pour la transparence et le message simple et intuitif de « Publiez Ce Que Vous Payez ». Cependant, notre travail a gagné en complexité et en nuance. Pour la transition énergétique, nous travaillons actuellement sur différentes campagnes relatives aux entreprises de production de minerais de transition ou de combustibles fossiles, ou à l'équilibre entre nos demandes et la responsabilité historique des pays en matière d'émissions de carbone. Nos modes d'organisation ont déjà évolué face à cela, des coalitions agiles et sur mesure ayant fait leur apparition autour de campagnes stratégiques régionales ou thématiques. [Les données probantes](#) provenant d'autres secteurs suggèrent que nous pouvons continuer à avoir un impact, à deux conditions : que nous maintenions l'ampleur, la diversité et la profondeur qui ont fait notre force jusqu'à présent ; et que nous permettions aux membres de participer à des campagnes qui sont des plus pertinentes pour leurs priorités stratégiques et leurs préoccupations nationales. Les cinq dernières années ont montré que nous devons également continuer à élargir notre mouvement pour apporter un nouveau dynamisme et une nouvelle motivation en vue d'apporter des changements, à commencer par l'incroyable énergie des jeunes membres de PCQVP qui ont déjà fait preuve d'un engagement et d'une ambition sans précédent dans le cadre de notre travail sur la justice dans la transition énergétique.

Combattre l'autoritarisme et protéger l'espace civique

Un défi clé qui affecte notre travail est l'expansion continue de l'autoritarisme et le rétrécissement de l'espace civique. PCQVP est au cœur d'un mouvement démocratique dont la tactique fonctionne mieux dans un système de contre-pouvoirs où les libertés fondamentales sont respectées. Continuer à anticiper et à contrer l'érosion de l'espace civique ou les menaces dont l'espace

civique fait l'objet doit rester au cœur de notre travail. Nous devons continuer à nous ancrer du côté de celles et ceux dont la voix est étouffée et dénoncer la complicité d'acteur·rice·s puissant·e·s qui travaillent contre le bien commun à des fins égoïstes. Nous devons en définitive façonner un nouveau système de gouvernance et de redevabilité mondiales, notamment autour du système énergétique mondial, pour faire entendre les préoccupations et les besoins du plus grand nombre et les faire primer sur ceux des puissantes élites organisées.



6. Données financières du Secrétariat international de PCQVP : soutenir la mise en œuvre de la stratégie

La stratégie Vision 2025 a été mise en œuvre grâce à l'effort collectif des coalitions nationales, des organisations membres et du Secrétariat international de PCQVP. Les informations ci-dessous ne montrent que les fonds qui ont été levés et dépensés par l'intermédiaire du Secrétariat international et sont diffusées ici dans l'esprit de transparence et de redevabilité qui sous-tend notre mouvement. Néanmoins, il convient de noter que les ressources humaines et financières qui ont été consacrées à la mise en œuvre de la stratégie dépassent ce que nous sommes en mesure de présenter ici.

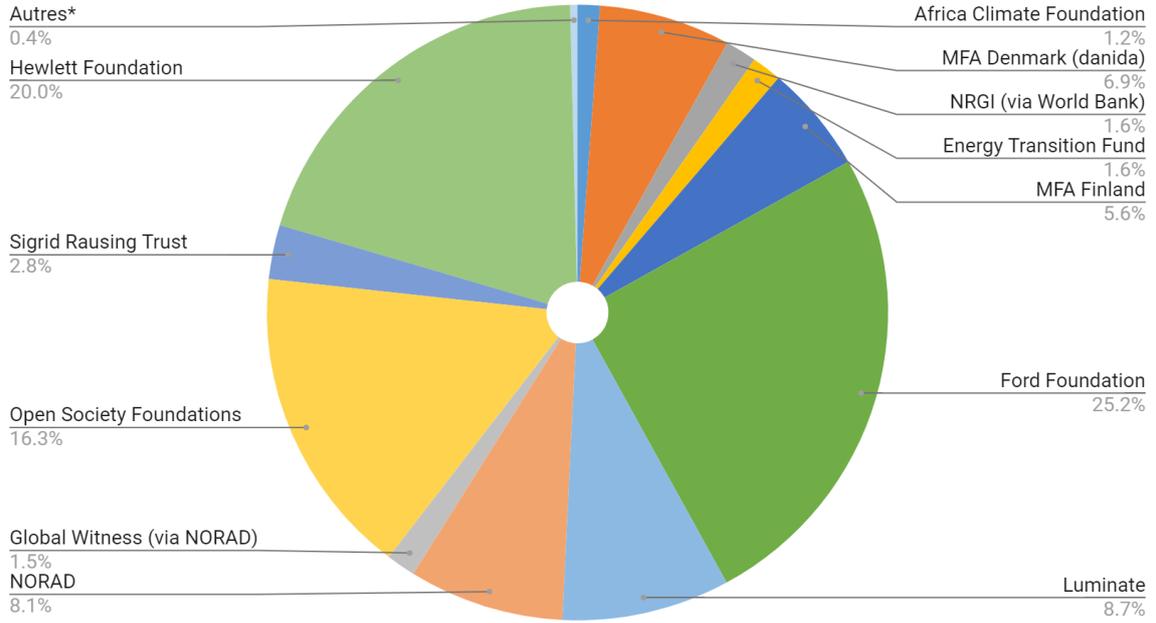
Les recettes totales du Secrétariat international de PCQVP¹ sur la période de janvier 2020 à juin 2024 ont été de GBP £14 084 930 (USD \$17 900 537) et les dépenses totales ont été de GBP £11 752 766 (USD \$14 936 590). Le surplus réalisé durant cette période est dû à deux facteurs : (i) des fonds reçus à l'avance de la part des

bailleurs de fonds ; (ii) une réduction des dépenses pendant la pandémie de COVID-19, en particulier pour les voyages et les événements. Ces fonds sont actuellement conservés dans les réserves générales et seront utilisés en 2024 et 2025 pour la réalisation de notre programme de travail. Les graphiques suivants montrent la répartition des recettes du Secrétariat international par bailleur² de fonds et la répartition des dépenses par domaine de travail au cours de la période de mise en œuvre de la stratégie. Une proportion importante de ces fonds a été obtenue grâce à une collecte de fonds conjointe avec les membres de PCQVP, les fonds ayant ensuite fait l'objet de subventions secondaires pour la mise en œuvre de la stratégie à l'échelle nationale, conformément à notre [politique conjointe de collecte de fonds et de réaffectation des fonds](#). Le Secrétariat international est reconnaissant de cette collaboration étroite et productive avec les membres.

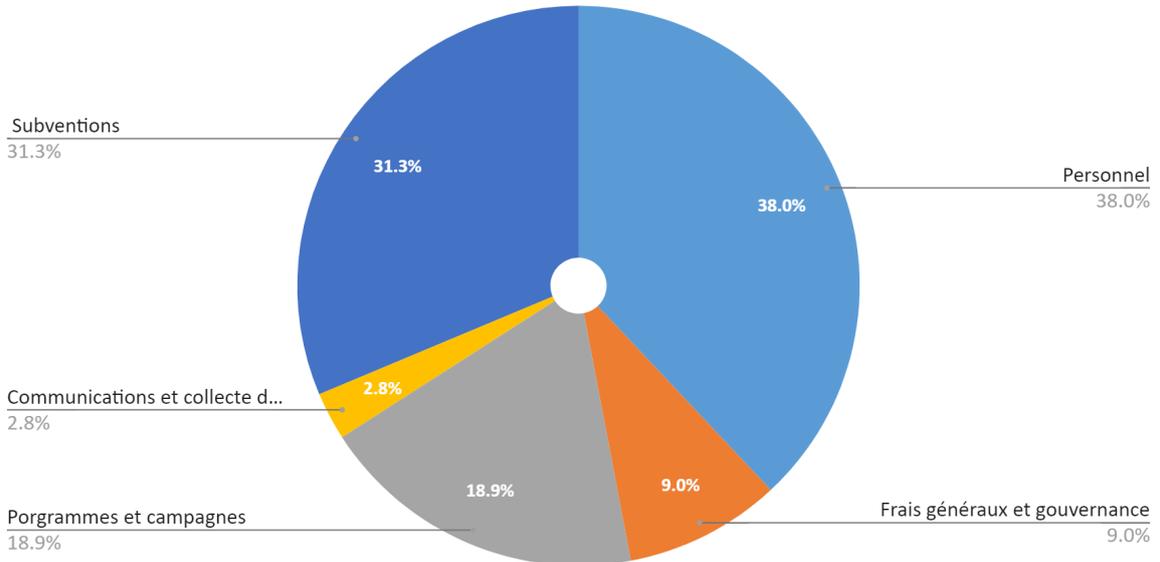
¹Le Secrétariat international de PCQVP publie chaque année des comptes entièrement vérifiés dans le cadre de ses rapports annuels qui peuvent être téléchargés sur son [site web](#).

²* Les « autres » bailleurs de fonds sur le graphique circulaire sont : les intérêts bancaires ; les services informatiques donnés par Cloudelligent, notre partenaire ICT ; CordAid ; PWYP Norvège ; PWYP Royaume-Uni ; Trust Africa ; et Oxfam.

Secrétariat International PWYP - Revenu par bailleur de fonds, janvier 2020 - juin 2024



Secrétariat International PWYP - Dépenses par domaine, janvier 2020 - juin 2024





PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

Publish What You Pay is a registered charity (Registered Charity Number 1170959)
and a registered company in England and Wales (No. 9533183).